



MONTPELLIER 2020

La lettre de « Sursaut »

Mai 2016, n°36

Nuit debout ...



La Nuit debout à Montpellier (liberation.fr)

« Sais-tu ce qui se passe là ? ».

Cette question posée au visiteur du site de la « Nuit debout » intrigue plus d'un français qu'il soit simple citoyen, responsable politique, intellectuel, journaliste ou même, syndicaliste. Les mobilisations créées par son collectif mettent en grande difficulté les responsables politiques partagés entre les nécessités du maintien de l'ordre républicain et la conscience que ce mouvement contient quelques vérités importantes pour l'avenir de notre démocratie. Né de la mobilisation contre la loi sur le travail, « Nuit debout » se revendique également des mouvements des Indignés et des manifestations espagnoles de Podemos tout en jetant un clin d'œil à Mai 68. Le collectif entend résolument tourner le dos aux organisations, partis politiques, syndicats ou autres et privilégier les débats sur la société plutôt que les stratégies politiciennes : « *ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous. L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants. Les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général. Chaque jour, nous sommes des milliers à occuper l'espace public pour reprendre notre place dans la République. Venez nous rejoindre, et décidons ensemble de notre devenir commun* ». Telle est l'invitation lancée sur leur site.

Né à l'occasion de la loi dite El Khomri, le mouvement agrège les mouvements écologistes récents ou les mobilisations créées autour de l'immigration. Il témoigne des capacités nouvelles de mobilisation créées par les réseaux sociaux. Conscient de la fragilité de ce qu'il entend défendre face aux organisations politiques constituées ou aux centrales syndicales engagées dans des luttes très précises, il essaie de défendre sa spécificité dans le paysage politique de notre pays. Quitte à ce qu'Alain Finkielkraut essuie quelques outrages ou que Philippe Martinez soit obligé d'attendre deux heures avant de disposer du micro.

Le collectif reste fragilisé par les risques de débordements violents : c'est là que réside sans doute son talon d'Achille. Il est difficile d'endiguer la brutalité de comportements individuels ou de se

prémunir contre des actions de groupes organisés. La crédibilité de son mouvement est en jeu : la sympathie qu'il suscite pourrait vite basculer dans le rejet et l'appel à l'autorité répressive gouvernementale ; certains leaders de l'opposition ne s'en privent pas empruntant déjà le vocabulaire gaulliste de 1968. La marge de manœuvre est étroite pour chacun, qu'il soit militant de la « Nuit debout », responsable politique ou syndicaliste. Cependant, quel que soit son devenir, le collectif de la « Nuit debout » constitue déjà pour nous un rappel démocratique salutaire et indispensable en refusant le néolibéralisme tel qu'il se déploie au plus intime de nos vies et l'individualisme sauvage qu'il entraîne.

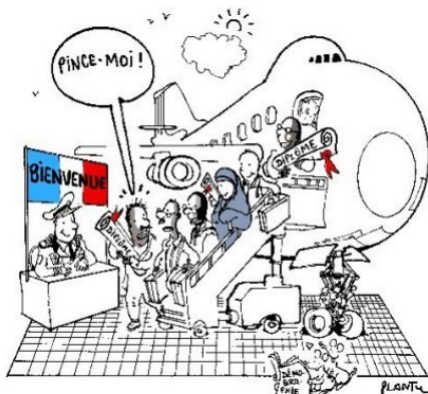
L'Europe et les migrants

Jean COTTAVE

L'arrivée aux portes de l'Europe de réfugiés fuyant les conflits du Moyen-Orient et de l'Afrique a déclenché un grand débat. Pour certains, nous sommes envahis par des hordes de barbares qui vont détruire notre identité. La peur de l'autre, de celui qui est différent, sert de terreau à un discours de repli, d'exclusion qui dit s'appuyer sur le « sens commun ».

Mais le « sens commun » voit des races quand la génétique nous dit qu'il n'y en a pas.

Le « sens commun » dit que des nouveaux arrivants vont accroître le chômage et faire disparaître notre culture, quand l'histoire nous montre que les migrations ont accru notre potentiel économique et permis notre diversité.



PLANTU (memoireenligne.com)

Le « sens commun », il est vrai, voit le soleil qui tourne autour de la Terre. Galilée et Giordano Bruno ont souffert d'avoir expliqué avant les autres que c'était tout le contraire.

La peur des étrangers est un sentiment diffus, difficilement contrôlable, que chacun peut éprouver un jour, et que l'on ne doit pas traiter par le mépris sous peine de l'amplifier.

Lorsque cette peur est exploitée par ceux qui veulent ériger des murs et se replier dans un entre-soi mythique et fantasmé, il y a toujours des gens pour les suivre.

Surtout dans les moments de crise et d'incertitude, comme celui que nous vivons actuellement.

Il faut donc essayer de rétablir la vérité et de faire appel à la raison.

Quelle analyse raisonnable peut-on faire du phénomène migratoire ?

Tout homme est guidé par la volonté de trouver une terre promise. Tout homme recherche un élargissement progressif et continu de ses bases. C'est un élan organique de la nature humaine.

Ainsi sont les migrants qui fuient la famine ou la persécution ; souvent des gens qui ont tout perdu et ne connaissent que l'injustice, l'insécurité, la corruption.

Personne ne vient d'une démocratie riche et apaisée.

C'est pourquoi la distinction entre « migrants économiques » « réfugiés politiques » n'a pas de sens.

Le phénomène n'est pas nouveau.

Et pour reprendre une histoire pas trop vieille, des millions d'Européens ont fui la famine, les guerres et les persécutions confessionnelles du XVIIe au XXe siècle.

Rien qu'entre 1840 et 1914, 55 millions d'Européens ont quitté leur terre natale pour aller en Amérique, en Asie, en Afrique ou dans un autre pays européen.

Ce nombre montre que, rapporté à la population mondiale, les mouvements actuels ne sont qu'une pâle réplique des migrations d'alors.

Et même dans l'histoire plus récente, l'Allemagne a accueilli entre 1945 et 1947 des millions d'Allemands de l'Est.

Et la France métropolitaine a bien absorbé ses 2 millions de rapatriés d'Algérie pourtant mal accueillis par certains. Ils ont amené du dynamisme et de la diversité aussi.

D'ailleurs l'histoire de notre pays est, au XXe siècle, celle d'arrivées successives de gens fuyant soit la persécution, soit la misère : Juifs d'Europe Centrale, Arméniens, Russes blancs, Espagnols, Italiens, Polonais, Portugais, Algériens, Tunisiens, Marocains, Africains, Chiliens, Argentins, Brésiliens, Vietnamiens, Cambodgiens, Grecs, Yougoslaves, Kurdes. Et j'en oublie.

Et tous font avec nous la France d'aujourd'hui où 25% de la population a au moins un grand-parent étranger.

Comme les réfugiés d'aujourd'hui feront, avec nous, la France de demain.

Aujourd'hui les migrants représentent 3,2% de la population mondiale. A la fin du XIXe siècle, au lendemain de la révolution industrielle, ce taux était de 10%.

Aucun scénario, même celui de l'ouverture totale des frontières ne tend vers ces 10%.

Aujourd'hui sur les 232 millions de personnes qui vivent ailleurs que dans leur pays de naissance, 72 millions sont installés en Europe, 71 millions en Asie, 53 millions en Amérique du Nord. 81,9 millions sont passés d'un pays du Sud à un pays du Nord. 82,3 millions sont restés au Sud en changeant d'Etat. 53,7 millions ont migré à l'intérieur de la zone Nord. 13,7 millions sont passés du Nord au Sud.

Aujourd'hui on essaie de nous inquiéter avec un million d'arrivées en 2015 - et sans doute 3 millions d'ici 2017 - dans une Union Européenne de 508 millions d'habitants. Et on ne s'inquiète pas des 1,1 millions de Syriens réfugiés au Liban qui compte 4,4 millions d'habitants. C'est comme si la France devait accueillir brutalement 16 millions de personnes !

Les migrations en Europe ne sont ni nouvelles, ni massives.

Si l'on ajoute que la plupart des migrants venus du Moyen-Orient rêvent d'Allemagne, d'Angleterre et des pays scandinaves, on voit bien que l'inquiétude française est le fruit d'une supercherie politique.

Il ne faut pas cependant nier les difficultés. Le mouvement migratoire actuel pose de réelles questions. Les migrants arrivent trop nombreux,

au même moment, au même endroit et posent des problèmes quasi-insurmontables à de petites îles grecques ou italiennes. L'existence parmi eux d'enfants seuls en grand nombre est aussi source de difficultés, et certains sont victimes de trafics humains. Les conditions de leur arrivée sont souvent dangereuses pour eux, et ces migrations entraînent l'enrichissement de passeurs qui vivent de l'exploitation humaine. La mort est parfois au rendez-vous : 3800 migrants ont péri sur le chemin en 2015.

Quelles solutions pour changer cela ?

Certains proposent l'ouverture totale des frontières : un monde sans passeport, ni visa, comme c'était le cas avant 1914. Dans un monde où les marchandises et l'argent circulent librement, pourquoi les hommes sont-ils les seuls à ne pas être libres de circuler ? Au-delà des mouvements anarchisants et parfois irresponsables dans leurs actes du type « No Border », des chercheurs ont très sérieusement examiné cette solution.

Des géographes, des démographes, des sociologues, des économistes, des anthropologues, des politologues de plusieurs pays se sont regroupés pour analyser les conséquences probables d'une ouverture totale des frontières à court terme, dans l'immédiat après la mesure, et au bout de vingt-cinq ans. Ils ont bâti des scénarios et constatent que même dans le scénario le plus dur il n'y aurait pas une explosion des arrivées en Europe. Il ne faut pas s'attendre à des invasions, car d'autres logiques se mettraient en place. Comme ils pourraient aller et venir librement, les migrants s'installeraient moins volontiers de manière définitive dans un pays tiers, mais feraient plutôt des allers-retours réguliers.

De même les mouvements moins lointains pourraient s'accroître : un nombre plus important d'Africains s'installeraient dans un autre pays d'Afrique, de même pour les Asiatiques en Asie. Ainsi l'ouverture des frontières au sein de l'Europe depuis 1995 a créé une circulation intra régionale accrue et des migrations de moins longue durée. Par contre les arrivées massives en provenance des pays de l'Est annoncées chez nous par certains n'ont pas eu lieu.

Aujourd'hui les flux ne sont pas arrêtés par les murs et les polices, ils sont simplement plus coûteux financièrement et humainement et assurent le règne des passeurs. Ils coûtent plus chers aux migrants et aux contribuables des pays qui tentent de s'isoler.

Les chercheurs constatent que nos responsables politiques ont trente ans de retard et pensent toujours que nous sommes dans un monde défini par le poids des Etats. Or la planète a changé et nous sommes de plain-pied dans l'ère de la mondialisation. Et de ce point de vue, l'ouverture des frontières augmenterait sans doute le Produit Intérieur Brut mondial.

Les chercheurs trouvent cependant deux risques majeurs dans leurs scénarios :

Le premier, c'est le renforcement des inégalités entre citoyens et migrants. Les nouveaux arrivants n'ayant pas accès à certains droits comme cela se pratique déjà au Qatar et dans les Emirats Arabes Unis, les frontières ne seraient plus entre les pays mais entre les hommes. La politique dite de « préférence nationale » étant pour certains la contrepartie de la libre circulation des hommes.

Le second risque est, à court terme, la réaction violente d'une partie de la population des pays d'accueil agitée par les partis populistes et xénophobes. Les chercheurs concluent donc qu'il faudra sans doute attendre encore que les opinions publiques évoluent.

La mesure n'ayant de sens que si elle est décidée par tous les pays en même temps, on risque d'attendre encore longtemps.....

En attendant, que faire ?

L'Europe devrait s'organiser de manière cohérente et solidaire. Or nous constatons le contraire. Elle se divise et chaque pays se replie sur lui-même. L'aveuglement des états européens face à la crise migratoire est en train de détruire l'Europe. L'Union Européenne, organisation unique au monde, bâtie pour conjurer les fantômes de la deuxième guerre mondiale, est en train de creuser sa tombe. Les responsables politiques obnubilés par la montée des mouvements populistes et la proximité d'échéances électorales sont tétanisés et flattent les réactions xénophobes.

Les Français regardent ailleurs quand la question leur paraît concerner surtout l'Allemagne et la Grèce. Les Britanniques sous-traitent aux Français à Calais et ne s'estiment pas concernés. La Belgique protège ses frontières quand elle apprend qu'on veut évacuer Calais. La Norvège, qui n'est pas membre de l'U.E, accélère les expulsions et renvoie des mineurs dans des pays dont ils ne parlent pas la langue et dont les coutumes leur sont étrangères. L'Europe Centrale refuse tout migrant et se cloître derrière les barbelés. L'Allemagne, après une première phase ouverte fait marche arrière et va négocier avec la Turquie un accord improbable qui bafoue les valeurs de l'Europe.

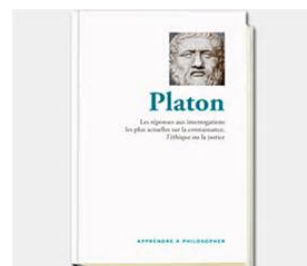
C'est bien sûr le contraire qu'il faudrait faire : resserrer l'union des pays d'Europe.

Gérer ensemble, de manière équitable un mouvement migratoire dont l'ampleur est ridicule comparée aux mouvements précédents dans l'histoire. Organiser en commun et partager l'accueil.

L'incapacité des états à surmonter les égoïsmes nationaux est un nouveau signal d'une Europe malade où le chacun pour soi l'emporte sur l'intérêt général. La tragédie présente doit au contraire être le creuset d'une renaissance et d'un renouveau du rêve européen. Les drames présents doivent provoquer une prise de conscience et insuffler des politiques d'accueil dans lesquelles les valeurs de solidarité et de fraternité fondatrices de l'Europe y trouvent leur juste expression.

Sans quoi la question des migrants, parmi d'autres, sera un des éléments de la destruction du rêve européen.

Quand "Le Monde" prend une bonne initiative, au service de ses lecteurs Claude NEUSCHWANDER



Le quotidien "Le Monde", a décidé de diversifier son offre éditoriale. Au quotidien qui s'était déjà épaissi copieusement depuis nombre de mois, s'ajoute désormais une offre de livres bien intéressante.

Cette offre s'organise autour de collections spécialisées qui se déclinent autour de thématiques diverses : les grandes idées de la science qui permettent de découvrir et même de comprendre les lois cachées de l'univers, la collection "Le Monde Histoire" qui comporte deux sujets "Comprendre un monde qui change" et "Ils ont changé le monde", "Les grandes batailles de la seconde guerre mondiale", le Patrimoine de l'Humanité", présentée par Éric Orsenna de l'Académie Française, et enfin "apprendre à philosopher", qui présente les plus grands philosophes !

Je viens de lire deux des trois premiers livres de présentation des philosophes, ceux qui concernent la vie et l'œuvre de Platon d'une part et celles de Descartes de l'autre. Je n'ai pas encore commencé la biographie de Nietzsche, dont je dois reconnaître qu'il ne m'a jamais passionné. Par contre je dois dire qu'avant de les avoir lus j'aurais eu bien du mal à répondre aux questions de mes petits-enfants sur eux, pour autant qu'ils aient eu l'idée de m'en poser : j'avais vraiment oublié l'essentiel. J'aurais pu soutenir que Platon était vraiment le Père de la philosophie occidentale et que beaucoup des questions qu'il a posées se posent aujourd'hui "avec la même acuité, qu'au temps de l'Athènes de Socrate ou de Périclès", mais je n'aurais pas su quoi dire sur sa théorie de la connaissance, celle qui postule que les Idées bénéficient d'un caractère "éternel et immuable" qui a profondément marqué la philosophie des siècles suivants. Pour tout dire, cela m'a donné envie de relire ses plus grandes œuvres, que j'avais étudiées trop superficiellement, en classe de terminale !

Le livre consacré à René Descartes, est tout aussi passionnant. Il démontre que Descartes est un autre des fondateurs de la philosophie moderne. Il expose le contenu de la "méthode" de Descartes, à laquelle est consacré le chapitre 1, intitulé : "une conception architecturale du savoir" ! Les chapitres suivants sont consacrés aux facettes de sa personnalité et à celles de son œuvre : sa paternité du rationalisme moderne, vers le

fondement absolu de la connaissance, et le dernier plus surprenant consacré à une "morale de la générosité". Chacun des livres de cette collection se termine par un glossaire, une bibliographie et un Index des mots employés, ce qui facilite bien la mise en mémoire. J'ajoute qu'écrits sans prétention ni pédanterie, ces petits livres, 150 pages chacun, se lisent sans difficultés réelles.

Transition énergétique : de l'enthousiasme à la cohérence Véni Michel

Lorsque 170 pays se rassemblent au siège de l'ONU pour signer l'accord de Paris sur le climat, la France peut s'enorgueillir. L'intelligence de l'accord a permis ce nombre record de pays signataires qui consentent à ramener les émissions de gaz à effet de serre au niveau préindustriel¹. Quel symbole ! Un tel résultat mondial nourrit tous les espoirs d'un même enthousiasme et d'une même sagesse pour la transition énergétique française.



Dessin de cgtNord.fr

La France doit réduire la part du nucléaire de 25% dans son mixte énergétique. Dans le même temps, elle doit atteindre 23% d'EnR à horizon 2020 alors que la production d'électricité renouvelable est aujourd'hui de 16% seulement (dont 12% d'hydraulique, 1,1% de photovoltaïque et 3% d'éolien). Notre retard est considérable si on considère que l'essentiel de la progression se fera dans les nouvelles énergies et non dans l'hydraulique. Vu le niveau de départ très faible des énergies alternatives, il nous faudra une

¹ 40 gigatonnes de CO₂ au lieu des 55 gigatonnes attendues, soit une réduction de 27% ! ou un niveau d'émission limitant la hausse de température < 1,5°C

croissance exponentielle pour atteindre les objectifs fixés par l'Europe. Aussi, lorsque le Canard enchaîné nous révèle en avril dernier, en dépit de quelques méprises², la difficulté de la bonne mise en œuvre de projets éoliens, nous ne pouvons que nous interroger sur la volonté de l'état d'être à la hauteur des enjeux climatiques.

Le cadre donné par la loi transition énergétique et la mise en place des outils pour monter en puissance sur les EnR dans les territoires, suffiront-ils à rattraper notre retard ? La France a 5 fois moins de panneaux solaires thermiques que les allemands, 228 485 m² de (dont 41 687m² dans les DOM) contre 1 040 000 m². Que dire de l'éolien : 21 GW de puissance installée chez nous contre 44GW chez nos voisins. La part de photovoltaïque dans la production nationale d'électricité représente 1,1% contre 4,5% en Allemagne. La moitié des projets éoliens en France sont en attente de réalisation, bien qu'ils aient obtenus les autorisations et les financements nécessaires, car les réseaux ne sont pas prêts. Visiblement les collectivités locales ont saisi le message de l'urgence climatique et accélèrent le pas ; mais pas EDF ! Un comble. Rarement la technique n'a été à la remorque de l'administration et des finances dans ce domaine, bien au contraire.

Alors, manque d'agilité de notre mastodonte ERDF, la filiale EDF ou stratégie de défense d'un modèle industriel d'une époque révolue ? Nous sommes perdants dans les deux cas. Mais plus encore pour ce qui est de la stratégie, ni le monopole nucléaire, ni le monopole industriel ne sont tenables. Bien qu'il soit parfaitement compréhensible qu'EDF œuvre à consolider sa position dominante en matière de recherche et développement nucléaire pour préserver son expertise mondiale, il n'est pas acceptable qu'un major de l'énergie soit un frein à la stratégie nationale de redéfinition de notre modèle de développement.

Le développement des énergies renouvelables est inéluctable : c'est aussi bien une injonction de l'Europe qu'un souhait des européens. Le risque d'accident nucléaire provoque une peur grandissante dans l'opinion publique et la diversification de la production d'énergie est la

seule option pour assurer à l'entreprise une plus grande agilité dans un monde en constante redéfinition. On peut donc s'étonner de l'inertie de nos dirigeants alors que depuis un demi-siècle tous les voyants se sont mis progressivement à clignoter aussi bien sur la dégradation de l'environnement que sur les mutations industrielles. Il est réellement temps de réorienter la stratégie industrielle pour rendre compatible d'une part, la réduction de l'énergie nucléaire avec la consolidation de notre expertise dans ce domaine et d'autre part, la montée des renouvelables avec la rentabilité de l'entreprise.

Cependant, si aujourd'hui, nous devons nous départir de la majeure partie de nos ressources fossiles dans la production de l'électricité et casser la position monopolistique d'EDF, cela n'ira pas sans garde-fous. Afin de mieux baliser le nouveau modèle énergétique, nous devons tirer les enseignements du modèle centralisé des grands réseaux et des erreurs commises ces dix dernières années en matière de renouvelables.

En effet, le modèle de grand réseau centralisé démontre à quel point l'électricité est un facteur clé de développement et de sécurité de tous. Aussi, sa production et sa distribution, nécessitent d'être régulées davantage par l'Etat ou une autorité publique que par le marché. Donc, tout en ouvrant à beaucoup plus de production décentralisée et à beaucoup plus d'autoconsommation des énergies renouvelables, l'état devra garder une capacité d'intervention pour garantir le principe d'accès pour tous, de tarifs sociaux, d'entretien des réseaux, c'est-à-dire toutes ces choses qui ne vont pas de pair avec un système décentralisé sur un marché très concurrentiel. La question des échelles de production décentralisée des énergies renouvelables est un enjeu majeur de la solidarité territoriale. La massification de la production d'électricité à l'échelle de l'unité d'habitation, par exemple, serait catastrophique.

En matière des énergies renouvelables, beaucoup de questionnements sont venus alimenter le débat. Nous savons désormais que les installations d'énergie renouvelable et les nouvelles technologies génèrent leur lot de dégradation de l'environnement. Nous avons foncé tête baissée dans des panneaux photovoltaïques bas de gamme au cours des dix

² voir le Canard enchaîné du 13/04/16 "Des éoliennes qui vendent du vent" et "Pan sur le bec" du 20/04/16

dernières années augmentant l'impact CO2. Les grandes opérations de verdissement des énergies ont semblé manquer de sincérité aux yeux des citoyens. Les échelles leur semblent disproportionnées et les finalités purement financières. Bref, la progression des énergies vertes n'ira pas de soi. Il faudra donc installer des débats au plus près des territoires et au plus près des citoyens pour négocier le meilleur compromis dans la production d'énergie renouvelable.

Le chemin entre la loi et la nouvelle société est très long. Il faudra de la cohérence entre la stratégie industrielle de l'état actionnaire et la politique publique de l'état stratège pour atteindre les objectifs chiffrés. La France dispose d'une diversité de ressources naturelles pour cela. Sa principale difficulté ne sera pas de rattraper techniquement son retard, mais de créer un consensus national autour de la production de l'énergie renouvelable. La question du choix de l'énergie et de l'échelle de production sera au cœur des débats. Nous attendons de nos majors de la branche énergie de se mettre en mouvement pour préparer notre avenir commun. La puissance d'EDF et sa situation privilégiée dans le tissu industriel national lui imposent le devoir moral de participer à la mise en œuvre de toutes les conditions du débat publique pour qu'enfin la cohérence soit de mise à tous les niveaux.

SIGNEZ ...
Gérard DORIVAL

PETITION

Les modes d'expression et de communication se diversifient de façon exponentielle.

Les réseaux sociaux que je pratique volontiers ouvrent des liens interpersonnels insoupçonnés ; il convient de se prémunir de certaines dérives qui les empêchent de pouvoir prétendre se substituer au processus démocratique qu'ils peuvent cependant enrichir.

Internet, du fait de son rayonnement universel, constitue un incontestable atout providentiel

Les lanceurs d'alerte, s'ils sont animés d'intentions louables, contribuent, par leurs révélations, au même titre que celles de la presse engagée, à la transparence sociétale sur des sujets souvent majeurs.

Les referendums classiques pourtant crédibles, apparaissent, de ce fait, désuets.

Les pétitions qui interpellent notre signature quasi quotidiennement (plus d'un millier par mois) sont entrées massivement dans le paysage du débat.

Ces indicateurs de mouvement d'opinion pourraient être cependant protégés par une déontologie adaptée :

Les supports du type change.org ou autres gourmandes de nos emails sont quasiment tous des sociétés américaines, multinationales qui sont tentées d'éluder les questionnements qui pourraient les interpeller personnellement.

La formulation des questions posées, au même titre que les referendums, peut orienter les réponses et les signatures.

Le concept du Non serait dominant en France, quel que soit le sujet.

Le clic de signature, se prétendant actif, est souvent spontané et sans recul et peut ne pas résulter d'une réflexion approfondie.

L'anonymat étant préservé, l'engagement est plus un exutoire qu'un engagement.

La représentation démocratique s'arrête aux seuls usagers d'Internet.

La portée de l'outil, mégaphone de l'opinion publique, est incontestable, même si les rares référendums nationaux ou d'initiative locale peuvent prétendre à une couverture juridiquement plus fiable.

Les pétitions locales pèsent aussi désormais de tout leur poids.

Songeons que plus de 500 000 signatures sont nécessaires formellement pour que le Conseil Economique, Social et Environnemental doive s'en saisir le seuil est beaucoup trop élevé

Les champs de l'expression citoyenne n'ont jamais été si nombreux et pourtant le déficit démocratique général est décrit comme important : le paradoxe tendrait à démontrer que l'insatisfaction l'emporte sur l'adhésion.

Je suis convaincu que faute de régulation possible d'une telle « pétitionniste », la surenchère

et l'hyperinflation du procédé nuisent à sa pérennité ce qui serait bien dommageable au titre de l'expression populaire.

Courrier des lecteurs : la gare TGV et les Etats Généraux du rail

Notre Lettre ayant une vocation de « controverses » comme les soirées que nous organisons, nous sommes ouverts aux diverses réactions que peuvent faire naître nos rubriques chez nos lecteurs. Nous publions ici le courriel de Jean-Lois Escafit qui réagit à notre dernier éditorial.

« Je viens de découvrir votre lettre du Sursaut que m'a fait suivre un camarade membre du CESER. Je réagis à la partie de votre édito qui cautionne une lourde erreur dans la position de la Présidente du Conseil Régional quand elle s'accommode de l'implantation immédiate d'une gare TGV censée desservir l'agglomération de Montpellier sans être positionnée sur une intersection avec la ligne classique, positionnement incontournable préconisée notamment par la Cour des Comptes en tirant les leçons d'erreurs antérieures, qui permettrait des transbordements quai à quai entre TER ou Intercités et TGV comme ceux auxquels les usagers du rail extra montpelliérains sont accoutumés pour la liaison avec leur gare de proximité (sachant que bien des liaisons TGV Paris Languedoc-Roussillon s'achèvent ou commencent à Montpellier): la prolongation coûteuse d'une ligne de tram qui laisserait le cœur de l'agglomération et le PEM Montpellier Saint-Roch à plus d'une demi-heure de trajet de la gare TGV est d'autant moins une solution acceptable que l'évolution de la fréquentation TGV ces dernières années (concurrencé notamment par le covoiturage qui a pris 19% des parts de marché déplacement longue distance) reporte considérablement la date de saturation de Montpellier Saint-Roch rénové et libérée quasi totalement à partir de fin 2017 du passage du trafic fret, heureusement reporté sur le CNM conformément à son objet prioritaire.

Les 755 avis défavorables sur 770 avis exprimés lors de l'enquête publique d'octobre novembre 2014 étrangement conclue par un avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur sont confirmés par les 1541 (2136 au 29/04) signatures recueillies par la pétition ci-jointe demandant l'arrêt immédiat des travaux de construction de la gare de la Mogère engagés précipitamment pour une mise en service dès fin 2017 pour un trafic TGV qui restera dérisoire tant que la gare (contestée elle aussi) de Nîmes Manduel ne sera pas en service (car les exploitants ont besoin de la double zone de chalandise de Nîmes et de Montpellier pour remplir suffisamment les TGV) et à plus longue échéance tant que la ligne Montpellier Perpignan (qui contribuera à raccourcir les temps de trajet Montpellier Toulouse à condition que la desserte du triangle d'oc (500 000 habitants) se fasse sur une seule gare de correspondance commune à Béziers et Narbonne (desserte de ces gares centres en moins de 10 mn de trajet et des autres haltes de la ligne classique par TER cadencés)

Alors qu'une instruction du gouvernement du 16 juin 2014 précisant les conditions d'évaluation d'un projet transport préalable à son gouvernement aurait exigé un complément d'analyse sur la pertinence sociale, économique et environnementale du projet de gare à la Mogère pour une évaluation d'ensemble prenant en considération l'utilisation du CNM par le trafic voyageur mais aussi les infrastructures de raccordement et les zones d'aménagement urbain (Oz) au lieu d'un saucissonnage du dossier, nous dénonçons la précipitation que représente l'engagement et la poursuite jusqu'à ce jour des travaux de la gare Montpellier Sud de France à la Mogère par la SAS gare de la Mogère (dont l'actionnaire majoritaire est une SARL filiale du groupe financier néerlandais DIF) dans le cadre d'un contrat de partenariat avec SNCF Réseau dont l'ASSECO CFDT LR et ATTAC Montpellier contestent devant la justice administrative l'approbation par décret.

Les Etats Généraux du Rail et de l'Intermodalité donne une occasion de débat public, mais nous aurions souhaité que le conseil régional fournisse aux citoyens des données de référence sur les enjeux d'un thème controversé tel que la construction de 4 gares TGV (2 CNM, 2 LNMP) alors que plusieurs gares très fréquentées ne sont même pas adaptées aux besoins des personnes à mobilité réduite ».

Joann-Lois Escafit

chargé de mission transports ferroviaires, ASSECO CFDT
Languedoc-Roussillon

NB : l'auteur signale l'existence de la pétition d'agir sur l'environnement demandant l'arrêt des travaux pour la gare de la Mogère (lien <http://gare-tgv-montpellier.agirpourenvironnement.org>): le 29 avril le nombre de signatures atteignait le chiffre de 2 136 signatures.

AGENDA et INFOS :

Prochaine soirée Controverses, le vendredi 27 mai : « la transition énergétique » avec Brice WONG, ingénieur hydraulicien, le Professeur Jacques PERCEBOIS, économiste et Veni MICHEL, architecte dplg. La rencontre se déroulera à 18 h, salle Guillaume de Nogaret, Espace Pitot, parking des Arceaux, trams ligne 1 et 3, place Albert 1^{er}.

Vendredi 17 juin de 17h à 20h : " liberté de mouvement et pratiques de contention". Montpellier 2020 organise avec L'association d'aide à la santé mentale Croix Marine Languedoc Roussillon et la Ligue des droits de l'homme une rencontre avec **Adeline HAZAN** contrôleure générale des lieux de privation de liberté. La soirée se déroulera à la salle Jules Pagézy (ancienne mairie du Polygone).

RAPPEL :

Plus que jamais nous rappelons que **cette « Lettre » doit être l'affaire de tous** ... N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET :

mentor.jch@numericable.fr

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site

www.montpellier-2020.fr

vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de notre journée de Narbonne, des comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir !

**Pour soutenir l'action de « Montpellier 2020 »,
adhérez en envoyant ce bulletin d'adhésion !**

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Mail :

s'acquitte de la somme de :

- 50 €
- 20 € (*étudiant, chômeur*)

**au titre de l'année 2016 et est membre de
l'Association MONTPELLIER 2020**

Payable par chèque à l'ordre de « **association
Montpellier 2020** »

Adresser à : **Eric PEREZ, 29 rue Clément Mirabel,
34660 CURNONTERRAL**

Fait à :
le :

Signature :